



RECOMMANDE A.R
La Présidente

Monsieur André LABORIE
2 rue de la Forge
31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE

N/Réf. : IFP/MAN

Paris, le

25 MARS 2015

DAI N° 11016911 A rappeler dans toute correspondance

Monsieur,

En complément de mon courrier du 24 juillet 2012, dont vous trouverez copie ci-jointe, je vous informe que l'un des membres de notre Commission chargé de l'exercice du droit d'accès indirect a procédé aux dernières vérifications demandées en application des dispositions de l'article 41 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Je vous précise que vous êtes enregistré par la police nationale dans le Traitement d'Antécédents Judiciaires (TAJ*) en tant que mis en cause. Conformément à l'article R 40-33 I du code de procédure pénale, je vous communique les informations enregistrées à ce titre en vous précisant que, depuis la date de votre saisine, vous faites l'objet d'un nouvel enregistrement pour des faits commis entre le 7 septembre et le 6 décembre 2011 à Toulouse.

A la suite des démarches de notre Commission, les informations relatives à l'affaire « d'appels téléphoniques malveillants réitérés » du 18 mai 2004 à Tounefeuille ont fait l'objet d'une mise à jour par mention de la décision de classement sans suite dont vous avez bénéficié. Cette affaire sera désormais inaccessible dans le cadre de la consultation de ce fichier à des fins d'enquêtes administratives.

Par ailleurs, si vous avez connaissance de suites judiciaires favorables relatives à l'affaire de « travail clandestin » entre le 1^{er} janvier et le 31 juillet 1998 à Saint Orens de Gameville, je vous invite à transmettre copie de cette décision à la CNIL.

En effet, si vous avez été acquitté ou relaxé, les informations relatives à cette affaire doivent en principe être effacées. Toutefois le procureur de la République peut s'opposer à cet effacement, auquel cas il sera cependant fait mention de la décision d'acquiescement ou de relaxe sur la fiche de police judiciaire.

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés

8 rue Vivienne CS 30223 75083 PARIS Cedex 02 - Tél : 01 53 73 22 22 - Fax : 01 53 73 22 00 - www.cnil.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les données nécessaires au traitement des courriers et des dossiers de formalités reçus par la CNIL sont enregistrées dans un fichier informatisé réservé à son usage exclusif pour l'accomplissement de ses missions. Vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier en vous adressant au correspondant informatique et libertés (CIL) de la CNIL.